



Appel d'Offres Ouvert National sur Offres de prix

N°03/ CCIS TTA /2026

Du 08 Juin 2026 à 11h30

Relatif à :

« La Prestation de services relative à la communication institutionnelle, la publicité, la conception de supports multimédias, la production photographique et de films documentaires pour le compte de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCIS-TTA)»
-En lot unique-

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (CPS)

Appel d'offres ouvert en séance publique sur offres de prix passé en application du paragraphe 1(alinéa 1) et paragraphe 3(a) de l'article 19 et du paragraphe 1 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES	3
ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHE	3
ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	3
ARTICLE 6 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX.....	4
ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE.....	4
ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 9 : PENALITES	5
ARTICLE 10 : DELAI DE GARANTIE	5
ARTICLE 11 : MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 12 : MODALITE DE RECEPTION DU MARCHE	6
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	6
ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE.....	7
ARTICLE 15 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	7
ARTICLE 16 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 18 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 19: SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE, CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	8
ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES	8
ARTICLE 21 : LITIGES	8
ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	8
ARTICLE 23: CAS DE FORCE MAJEURE.....	8
ARTICLE 24: AVANCE	8
ARTICLE 25: RECOURS A LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE	9
ARTICLE 26 : FRAIS D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 27 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX.....	9
CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES	12
ARTICLE 30 : DELAI DE VALIDATION DES LIVRABLES.....	25
ARTICLE 31 : OBLIGATIONS DES PARTIES	25



CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent appel d'offres ouvert national sur offres de prix a pour objet : « **La Prestation de services relative à la communication institutionnelle, la publicité, la conception de supports multimédias, la production photographique et de films documentaires pour le compte de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCIS-TTA)** » en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché, qui sera passé suite au présent appel d'offres, est la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima (CCIS TTA). Il sera désigné ci-après par "Maître d'Ouvrage".

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement,
2. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS),
3. L'offre technique
4. Le bordereau des prix –détails estimatifs,
5. Le cahier des clauses administratives générales CCAG-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché qui découlera du présent appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci- dessus.

ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat lorsque son visa est requis.

ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 143 du décret n°2-22-431 précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maitre d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du décret n°2-22-431 précité, le maitre d'ouvrage peut, le cas échéant, demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse. Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maitre d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maitre d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maitre d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

Dans tous les cas, l'approbation du marché ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze (15) jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX**a. Nature des Prix :**

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix mixtes.

Les prestations sont rémunérées en partie sur la base de prix unitaires et en partie sur la base des prix forfaitaires.

Les prix unitaires sont ceux prévus au bordereau des prix-détail estimatif. Ils rémunèrent les prestations les concernant par application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prestations à exécuter sur la base des prix forfaitaires sont celles prévues au bordereau des prix-détail estimatif. Chacun de ces prix forfaitaires couvre et rémunère l'ensemble de la prestation qui le concerne.

Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des prestations.

b. Caractère des prix :

Les prix établis par le prestataire sont réputés comprendre le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, et d'une façon générale toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est passé à prix ferme et non révisable. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire : le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Douze mille dirhams (12.000,00) dirhams.**

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etablissement notamment dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c),d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret n°2-22-431 précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret n°2-22-431 précité;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret n° 2-22-431 précité;
- si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans le délai prévu ci-après.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché après que le titulaire ait réalisé le cautionnement définitif, sauf application des dispositions prévues ci-dessus.

Le cautionnement définitif : le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché jusqu'à la réception définitive des prestations. La mainlevée sur le cautionnement définitif sera prononcée par la CCISTTA conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article 150 du décret des marchés publics, en cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;



c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

La retenue de garantie : Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.

ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché est fixé à douze (12) mois, courant à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement des prestations.

ARTICLE 9 : PENALITES

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de **1 ‰ (un pour mille) du montant du marché** modifié ou complété éventuellement par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

Le montant total de ces pénalités est plafonné à **dix pour cent (10 %) du montant du marché** éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, la CCIS TTA est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

ARTICLE 10 : DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.

ARTICLE 11 : MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

A - Commandes partielles

Les prestations objet du présent marché seront exécutées sur la base des commandes partielles émises par le maître d'ouvrage.

Chaque commande fera l'objet d'une lettre de commande précisant notamment :

- La nature de la prestation demandée ;
- La date et l'objet de l'événement ou de l'activité ;
- Les quantités (unités et nombre) ;
- Les délais d'exécution des prestations
- Toute autre information utile à la bonne exécution de la prestation.

La lettre de commande devra être signée par le maître d'ouvrage et donnera lieu, après exécution, à l'établissement d'un bon de réception signé par le responsable ayant initié la commande.

Les commandes, ainsi que toute demande de modification ou d'annulation, seront notifiées au titulaire **par voie électronique**, et prendront effet à compter de leur réception par ce dernier.



B - Réception des prestations

À l'issue de chaque prestation, une **réception** sera effectuée par le maître d'ouvrage ou son représentant habilité, afin de vérifier la conformité des prestations réalisées aux exigences de la lettre de commande.

La réception portera notamment sur :

- La conformité technique et qualitative des prestations ;
- Le respect des délais d'exécution ;
- L'adéquation avec les spécifications demandées.
- Chaque livrable (supports de communication, contenus multimédias, productions photographiques ou audiovisuelles) devra être soumis à la validation préalable de la CCIS-TTA avant toute diffusion ou exploitation.
- Des ajustements pourront être demandés, sans surcoût, dans la limite des besoins exprimés initialement.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal ou bon de réception, signé par les parties concernées.

En cas de non-conformité, le maître d'ouvrage se réserve le droit de :

- Refuser la réception ;
- Exiger la reprise totale ou partielle des prestations aux frais du titulaire ;
- Appliquer, le cas échéant, les pénalités prévues au marché.

ARTICLE 12 : MODALITE DE RECEPTION DU MARCHE

La réception partielle de chaque commande fera l'objet d'un PV signé par le service concerné de la CCISTTA dont une copie sera donnée au prestataire.

A la fin de chaque trimestre, un procès-verbal de réception partielle des prestations réalisées sera établi.

La dernière réception partielle tiendra lieu de la réception définitive du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi pour la durée totale du marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement des prestations fournies par le prestataire sera effectué uniquement sur la base des quantités réellement exécutées et livrées, telles que constatées et validées par la CCISTTA (**Lettre de commande comme référence**).

Pour l'établissement des décomptes, le prestataire de services est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par le procès-verbal de réception partielle et établies en 5 exemplaires décrivant les livrables et indiquant les prestations/quantités exécutées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

A la fin de chaque trimestre, le règlement sera effectué sur la base de décompte en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Le paiement des prestations objet du marché sera effectué après la réception partielle des prestations sans réserve. Le prestataire présentera à cet effet le décompte y afférent et le paiement sera alors effectué par la CCISTTA, déduction faite de l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, la liquidation des sommes dues sera effectuée par virement au compte bancaire désigné par le prestataire dans son acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque trimestre un décompte partiel à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée et un décompte définitif et général à la fin de la dernière période du marché à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la durée totale du marché.



ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE

A défaut par le prestataire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 15 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché qui découlera du présent appel d'offres, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, sont appliquées les dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de M. le Président de la CCIS TTA ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la CCIS TTA, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en un exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Aucune sous-traitance n'est autorisée dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 18 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le suivi de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres sera assuré par un comité désigné par le maître d'ouvrage.

À ce titre, ledit comité est chargé de :

- Assurer le suivi de l'exécution du marché ;
- Veiller à la conformité des prestations réalisées aux spécifications du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- Attester la constatation du service fait.



ARTICLE 19: SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE, CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sans autorisation préalable du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. En plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leurs missions.

À ce titre, le prestataire et l'ensemble de ses collaborateurs ou sous-traitants sont tenus :

1. Obligation générale de confidentialité

- Au **secret professionnel**, pendant toute la durée du marché et après son achèvement ;
- À **ne divulguer aucune information** recueillie ou transmise dans le cadre de l'exécution du marché, sans autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage ;

2. Légalité et conformité

- Le prestataire s'engage à respecter les lois marocaines en vigueur.

3. Responsabilité

Il reconnaît qu'en cas de manquement, sa **responsabilité civile et pénale** pourra être engagée, sans préjudice du droit de la CCIS TTA à **résilier immédiatement** le marché sans indemnité.

ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES

Le marché est résilié dans les cas prévus par le CCAG-EMO et par le décret n° 2-22-431 précité.

La résiliation du marché ne fera obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 21 : LITIGES

Tout litige entre la CCIS TTA et le prestataire, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis aux tribunaux compétents relevant de Tanger.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché qui résultera du présent appel d'offres et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

ARTICLE 23: CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément à l'article 32 du CCAG EMO, lorsque le titulaire du marché justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, il peut en demander la résiliation.

ARTICLE 24: AVANCE

Le Maître d'Ouvrage versera au titulaire du marché une avance dont le montant et les conditions sont définis par le décret n° 2.14.272 du 14 Rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances dans les marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de constituer, préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant de l'avance.

Conformément à l'article 5 du décret n°2-14-272 relatif aux avances en matière de marchés publics, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC).

Le remboursement de l'avance commence dès que le montant des sommes payées atteint 30% du montant initial du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant initial du marché.

En cas de résiliation du marché quel que soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire.

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des prestations sous traitées, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire.

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

ARTICLE 25: RECOURS A LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE

Le titulaire s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main d'œuvre locale est fixé à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

ARTICLE 26 : FRAIS D'ENREGISTREMENT

L'attributaire du marché supporte les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché issu du présent appel d'offres conformément aux stipulations de l'article 6 du CCAG-EMO, et tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 27 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le prestataire est soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

- Le décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii 1er 1423 (4 juin 2002)
- Le décret n° 2-14-272 du 14 rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics ;
- Le décret Royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété par le dahir n°1-76-629 du 25 chaoual 1397 (9octobre 1977) et complété par le décret n°2-79-512 du 26 jourmada II 1400 (12 mai 1980) ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112- 13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret 2-07-1235 du 5 kaâda 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'État ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n° 1.86.347 Rabii II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la loi 30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le dahir n°1-03-195 du ramadan 1424 portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes ;



- Le dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- L'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- La circulaire n°72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre.

Cette liste n'est pas exhaustive et le prestataire de services devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues. Il est réputé connaître l'ensemble des textes énumérés.



CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS**ARTICLE 28 : CONTEXTE ET OBJECTIFS****1. Introduction**

La Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCIS TTA) est un établissement public chargé de représenter, de promouvoir et de défendre les intérêts des entreprises de la région.

La CCIS TTA souhaite renforcer sa communication et son image de marque afin de mieux valoriser son rôle et ses actions auprès de ses différentes parties prenantes (entreprises adhérentes, partenaires institutionnels, grand public, etc.).

A cet effet, les missions de la CCISTTA consistent notamment à :

- Mission de représentation : Représenter et veiller à la défense des intérêts généraux des professionnels
- Missions Consultatives : Avancer des propositions sur toutes les questions, les textes législatifs et réglementaires, les plans d'aménagement, les projets économiques... qui intéressent les secteurs du Commerce, de l'Industrie et des Services de notre territoire régional
- Mission d'appui et promotion : Mener des actions d'appui et d'assistance aux entreprises, de la formation, de la médiation, du développement de l'information économique, de l'incubation et de la promotion territoriale

Dans ce cadre, la CCIS TTA lance le présent appel d'offre pour la sélection d'une agence de communication qui l'accompagnera dans la conception et l'exécution des prestations de la communication en vue de Renforcer la notoriété et l'image de marque de la CCIS TTA au niveau régional et national.

2. Objectifs de la prestation :

- Conférer une plus grande visibilité de la CCISTTA (missions, rôles, positionnement, objectifs, projets, etc.
- Assurer une visibilité de la CCISTTA et de l'offre territoriale de la région lors des événements organisés au niveau, régional, national et international (Salons, Conférences, Séminaires, webinaires ...)
- Améliorer la visibilité et la compréhension des missions, services et actions de la Chambre auprès de ses publics cibles.
- Développer l'engagement et la fidélisation des entreprises adhérentes et des partenaires de la CCIS TTA.
- Positionner la CCIS TTA comme un acteur économique majeur et un catalyseur du développement régional.

3. Type de prestation

- Assurer la couverture médiatique en presse écrite, audio-visuelle et digitale des activités qui seront identifiées par le Maitre d'ouvrage.
- Définition de la stratégie de communication globale de la CCIS TTA
- Conception et production de supports de communication institutionnels
- Gestion et animation de la présence digitale de la Chambre (gestion des réseaux sociaux de la CCIS TTA)



ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES

Dans ce cadre, le prestataire s'engagera à réaliser les prestations désigné, ci-après, conformément aux prescriptions techniques.

Les différentes missions sont détaillées par nature de prestation et prix comme suit :

- **Prix n°1 : Création et conception des outils de promotion et de communication**
- **Prix n°2 : Campagnes publicitaires**
- **Prix n°3 : Prestation technique des événements : La production photographique, films institutionnel et événementiel et interviews.**
- **Prix n° 4 : Community Management.**

A. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**Prix N° 01 : Création et conception des outils de promotion et de communication****1.1 Rédaction, conception et exécution graphique de la Revue « Message économique » : électronique et papier**

La revue « Message économique » est une ressource précieuse pour la Chambre de commerce, d'industrie et de service de la région TTA, offrant à la fois des informations essentielles et des opportunités pour le développement économique régional.

Le contenu de revue « Message économique » devrait refléter les spécificités économiques, industrielles et commerciales de la région TTA tout en répondant aux besoins et aux attentes de nos ressortissants.

Le prestataire est amené à produire et à livrer clé en main au maître d'ouvrage (1) revue « message économique pour chaque Trimestre en 2 (deux) langues : Français, Arabe en tenant compte des **spécifications suivantes** :

➤ Planification Éditorial

- **Définir le contenu** : Identifiez les sujets à aborder, tels que l'actualité économique, les événements à venir, les initiatives de la chambre, et les articles d'experts.
- **Élaboration du sommaire** : Structurez les articles en fonction de leur pertinence et de leur importance.
- **Rédaction** : Rédigez chaque article de manière claire et concise, en tenant compte du public cible. En s'assurant d'intégrer des données fiables et actuelles.
- **Mot du Président** : Un éditorial du Président de la chambre qui aborde les priorités stratégiques de la chambre, les enjeux économiques régionaux, et les actions menées pour soutenir les entreprises de la région TTA.
- **Présentation de l'édition** : Introduction aux thèmes principaux abordés dans ce numéro, avec un aperçu des articles les plus marquants.

➤ Conception Graphique

- **Maquette de la revue** : Concevez une maquette qui met en valeur le contenu de manière claire et attrayante. Organisez les sections de manière cohérente pour une lecture fluide.



- **Identité visuelle** : Créez une charte graphique qui respecte l'identité de la chambre, en intégrant les couleurs, logos et typographies officielles. Utilisez des images, graphiques et illustrations pertinentes pour enrichir le contenu.
- **Actualité Économique Régionale**
 - **Tendances économiques dans la région TTA** : Analyse des dernières données économiques, telles que le taux de croissance, les investissements récents, et les secteurs en développement.
 - **Nouveaux projets et investissements** : Articles sur les projets industriels ou commerciaux en cours dans la région, incluant les zones d'activités économiques et les investissements étrangers.
 - **Politiques publiques et régulation** : Mise à jour sur les nouvelles réglementations régionales ou nationales qui impactent les entreprises de la région TTA.
- **Secteurs Clés de la Région TTA**
 - **Industrie** : Focus sur les industries dominantes dans la région, par exemple, les secteurs de la textile, de l'agroalimentaire, ou de la technologie. Incluez des articles sur les innovations récentes, les défis, et les opportunités dans ces secteurs.
 - **Commerce** : Articles sur les tendances du commerce local, les nouvelles stratégies de distribution, et l'impact du commerce électronique sur les entreprises de la région.
 - **Services** : Analyse du secteur des services, y compris les services financiers, les services aux entreprises, et le tourisme. Incluez des témoignages d'acteurs du secteur et des études de cas sur les entreprises qui prospèrent.
- **Entreprises et Entrepreneurs**
 - **Succès stories** : Présentation des entreprises locales qui se distinguent par leurs innovations, leur croissance rapide, ou leur engagement social et environnemental.
 - **Portraits d'entrepreneurs** : Interviews avec des entrepreneurs de la région, explorant leur parcours, leurs défis, et leurs perspectives d'avenir.
 - **Startup Spotlight** : Section dédiée aux startups de la région TTA, avec un focus sur celles qui apportent des solutions innovantes aux problèmes locaux ou globaux.
- **Initiatives de la CCIS TTA**
 - **Actions et projets de la chambre** : Compte rendu des événements organisés par la chambre, comme des forums économiques, des ateliers, et des sessions de networking. Présentez les projets en cours et à venir qui visent à soutenir les entreprises locales.
 - **Programmes de formation et de soutien** : Détails sur les programmes de formation, les certifications, et les services de conseil offerts par la chambre pour renforcer les compétences des entrepreneurs et des employés de la région.
 - **Partenariats et collaborations** : Information sur les partenariats stratégiques établis par la chambre avec d'autres organisations, institutions académiques, ou entités gouvernementales pour favoriser le développement économique de la région.
- **Focus Régional et Territorial**

- **Développement des infrastructures** : Articles sur les nouveaux développements en matière d'infrastructures (routes, ports, zones industrielles, etc.) qui facilitent le commerce et l'industrie dans la région TTA.
- **Économie verte et durabilité** : Analyse des initiatives locales visant à promouvoir une économie plus verte, incluant des projets de développement durable, des énergies renouvelables, et des pratiques écologiques dans l'industrie et le commerce.

➤ **Opportunités d'Affaires**

- Foires et salons : Calendrier des événements économiques, foires commerciales et salons professionnels qui pourraient intéresser les entreprises de la région.

➤ **Agenda et Événements à Venir**

- Calendrier des événements : Liste des événements économiques, des réunions de la chambre, des séminaires, et des sessions de formation prévues dans les mois à venir.
- Annonces importantes : Communications sur les changements de réglementation, les nouvelles lois ou les opportunités spécifiques pour les membres.

➤ **Distribution et Diffusion**

- Site web : Intégrez la revue sur le site web de la CCIS TTA, avec une section dédiée où les lecteurs peuvent télécharger ou lire en ligne.
- Réseaux sociaux : Promouvez la revue sur les plateformes sociales de la CCIS TTA, en utilisant des extraits d'articles, des visuels attractifs, et des appels à l'action pour encourager la lecture.

1.2 Rédaction, conception et réalisation des rapports mensuelles

Le prestataire est amené à produire et à livrer clé en main au maître d'ouvrage (12) rapport mensuelle en 2 (deux) langues : Français, Arabe en tenant compte des spécifications suivantes :

Rapport Mensuel :

Un rapport mensuel permet à la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la région TTA (CCIS TTA) de suivre ses activités, de mesurer les progrès réalisés et d'ajuster les stratégies en fonction des résultats.

- **Page de couverture** : Inclut le mois, le logo de la CCIS TTA, et le titre du rapport.
- **Résumé exécutif** :
 - Objectif : Un aperçu des points clés du mois écoulé, des objectifs atteints, et des défis rencontrés.
 - Public cible : Membres de la CCIS TTA et principaux décideurs.
- **Activités principales** :
 - Événements organisés : Description des réunions, ateliers, forums, séminaires ou conférences tenus durant le mois. Incluez des statistiques sur la participation et les retours des participants.
 - Services rendus : Analyse des services offerts aux membres (conseil, formation, accompagnement) avec des données sur le nombre de bénéficiaires et les résultats obtenus.
 - Projets en cours : Mise à jour sur les projets en développement, avec un focus sur les étapes franchies et les prochaines actions à entreprendre.

➤ **Indicateurs de performance clés :**

- Nombre de nouveaux membres inscrits.
- Taux de participation aux événements.
- Nombres de consultations ou d'accompagnements réalisés.
- Taux de satisfaction des membres.
- Progrès dans les projets stratégiques.

➤ **Prochaines étapes et recommandations :**

- Objectif : Présenter les actions à venir pour le mois suivant.
- Contenu : Liste des événements à organiser, des projets à poursuivre, et des recommandations pour améliorer les performances ou résoudre les problèmes identifiés.

1.3 Rédaction, conception et réalisation des rapports annuels

Le prestataire est amené à produire et à livrer clé en main au maître d'ouvrage (1) rapport annuel en 2 (deux) langues : Français, Arabe en tenant compte des spécifications suivantes :

Rapport Annuel

Le rapport annuel est un document clé pour la CCIS TTA, qui récapitule toutes les activités, réalisations, et défis de l'année. Il est destiné à un public plus large, incluant les membres, les partenaires, les investisseurs, et parfois le public général.

➤ **Page de couverture :**

- Contenu : Inclut l'année, le logo de la CCIS, le titre du rapport, et éventuellement une image représentative de la région ou de l'institution. □ Message du président :
- Objectif : Une introduction personnelle qui met en avant les réalisations de l'année, les défis surmontés, et les perspectives pour l'année à venir.
- Contenu : Réflexion sur l'année écoulée, points marquants, et vision pour l'avenir.

➤ **Résumé exécutif :**

- Objectif : Fournir une vue d'ensemble des principales réalisations, indicateurs de performance, et conclusions de l'année.
- Contenu : Points clés des différentes sections du rapport.

➤ **Analyse des activités annuelles :**

Objectif : Dresser un bilan complet des activités de la CCIS durant l'année.

Contenu :

- Événements organisés : Récapitulatif des événements majeurs (conférences, salons, ateliers), avec des statistiques sur la participation et l'impact.
- Services aux membres : Bilan des services offerts, avec des données sur l'utilisation, la satisfaction, et les résultats obtenus.
- Projets stratégiques : Rapport détaillé sur les projets clés (nouveaux partenariats, initiatives de développement économique).

➤ **Indicateurs de performance clés :**

- Objectif : Évaluer la performance de la CCIS sur l'année.
- Contenu : Comparaison avec les objectifs fixés en début d'année, analyse des tendances, et identification des domaines à améliorer.

➤ **Stratégie et planification pour l'année suivante :**

Objectif : Montrer la direction stratégique pour l'année à venir.

• **Contenu :**

- Objectifs stratégiques : Les grands objectifs fixés pour l'année prochaine.
- Nouveaux projets : Initiatives et projets prévus pour l'année suivante.
- Plan d'action : Détails des actions à entreprendre pour atteindre ces objectifs.

N.B (rapport mensuel + rapport annuel) :

- Le contenu sera réalisé par l'agence de communication sur la base de données communiquées en amont par la CCISTTA ;
- Cohérence visuelle : la mise en page cohérente avec la charte graphique de la CCIS.
- Infographies : Intégrez des infographies pour illustrer les données clés, rendre les informations complexes plus accessibles, et rendre le rapport plus visuellement attractif.
- Photographies : Utilisez des photos de haute qualité pour montrer les événements, les installations, et les personnes importantes.
- Accessibilité : Le rapport devrait être disponible en version numérique (WORD, PDF, PPT), avec des liens cliquables et une navigation facile.
- Le titulaire s'engage à publier les rapports et la revue « Message économique sur le site et le compte Facebook de la CCISTTA.

Prix N° 2 : Campagnes publicitaires :

- Le prestataire doit produire des contenus visuels/ capsules créatives et vidéos, animation et modération des médias sociaux : LinkedIn, Facebook, et la chaîne YouTube ;
- Concevoir et mettre en œuvre des campagnes publicitaires print, radio, TV et digitales
- Cibler les médias les plus pertinents pour toucher les publics clés (ressortissants, entreprises, investisseurs, grand public, etc.)

2-1 Production des capsules vidéo

Le prestataire est chargé de la production et de la livraison clé en main de **3 à 10 capsules vidéo** (sur demande du maître d'ouvrage (MO), formalisée par des lettres de commande) destinées à la diffusion digitale.

• **Spécifications générales**

Ces capsules seront produites en cinq langues :

- Français
- Arabe (classique et dialectal)
- Amazigh
- Anglais

Le prestataire prendra en charge l'ensemble des prestations nécessaires, de la conception à la livraison finale.

Chaque capsule devra traiter une thématique spécifique, validée en amont par le maître d'ouvrage et le comité de suivi.



Le prestataire devra organiser une réunion avec l'équipe CCISTTA pour définir :

- Le contenu et les messages clés
- Le langage et ton à adopter
- Les personnages (nombre, profil, apparence)
- La piste créative
- Les éléments graphiques (photos, couleurs, objets, lieux, etc.)

- **Pré-production**

Le prestataire devra :

- Rédiger les scénarios et dialogues en concertation avec l'équipe projet
- Élaborer un storyboard détaillé incluant :
 - Personnages
 - Lieux
 - Séquences clés
 - Illustrations des messages et avantages à communiquer

- **Format et type de capsules**

Les capsules pourront être :

- Vidéo réelle
 - Motion design
 - Animation
 - Ou un mix de ces formats
- **Durée**
Durée par capsule : 2 à 3 minutes
 - **Style et tonalité**

Les capsules devront adopter :

- Un style dynamique, moderne et engageant
- Des messages clairs, directs et percutants
- Un montage rapide et rythmé
- Des visuels attractifs et contemporains

Le storytelling devra :

- Capter l'attention dès les premières secondes
- Favoriser l'engagement immédiat

- **Techniques de production**

Le prestataire devra assurer :

- Tournage en 4K
- Plans dynamiques (caméras mobiles, plans courts)
- Utilisation de drones (si nécessaire)
- Intégration de :



- Textes animés
- Pictogrammes
- Motion design

- **Public cible et diffusion**

Public cible

- Grand public
- Usagers des services
- Entrepreneurs / porteurs de projets

Canaux de diffusion

- Réseaux sociaux
- Site web
- Campagnes digitales
- Événements et présentations

- **Montage, langues et identité sonore**

- Montage dynamique et engageant
- Rythme soutenu
- Musique :

- Accrocheuse
- Libre de droits
- Identité sonore cohérente

- **Moyens techniques**

Le prestataire devra mettre à disposition :

- Caméras vidéo 4K
- Drones 4K
- Équipements audio professionnels
- Systèmes d'éclairage
- Matériel complet de production audiovisuelle

- **Lieux de tournage**

Les tournages pourront se dérouler sur :

- Siège de Tanger
- Annexe de Tétouan et Al Hoceima
- Antenne de Larache
- Incubateur Fahs Anjra
- Incubateur Ouazzane

NB :

- Une capsule peut inclure plusieurs lieux.
- Les capsules doivent être conçues pour une utilisation digitale optimisée, avec possibilité de déclinaison selon les formats des différentes plateformes.



- **Livrables**

Le prestataire réalisera les prestations à la demande du maître d'ouvrage (MO), formalisée par l'émission de lettres de commande, pour un volume estimatif compris entre cinq (5) et quinze (15) capsules.

Chaque capsule devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Résolution : 4K / Full HD
- Formats adaptables : horizontal, vertical et carré

Le prestataire devra également fournir :

- Les attestations de cession des droits d'utilisation des images et de la musique, libres de tous droits, tous supports et tous canaux confondus, pour une durée d'utilisation illimitée

Les livrables seront fournis sur deux (2) disques durs SSD et comprendront :

- Les vidéos finales prêtes à l'exploitation
- Les fichiers sources et modifiables
- Les éléments graphiques (AI, PSD, JPEG, PNG)
- Les fichiers audio (voix off)

2-2 Adaptation des versions intégrales des capsules vidéo

En complément des versions intégrales produites dans le cadre du prix n°2-1 susmentionné, la CCIS TTA prévoit la déclinaison des capsules vidéo en formats adaptés aux différents supports de diffusion, notamment les plateformes de réseaux sociaux, dans l'objectif d'accroître l'interaction et la visibilité des contenus.

À ce titre, le prestataire est tenu d'adapter l'ensemble des capsules produites en formats courts optimisés pour chaque plateforme, conformément aux spécifications indicatives ci-dessous :

Plateforme	Orientation	Dimensions recommandées	Ratio (H/L)
YouTube	Paysage	426×240 (240p)640×360 (360p)854×480 (480p)1280×720 (720p)1920×1080 (1080p)2560×1440 (1440p)3840×2160 (2160p)	16:9 (pillarboxing si 4:3)
Facebook	Paysage & Verticale	Paysage : 1280×720 minVerticale : 1024×1280 min	16:9 (paysage)4:5 (verticale)
LinkedIn	Paysage & Portrait	Non spécifiées (adaptées aux standards HD)	16:9 (paysage)9:16 (portrait)
Instagram	Multiple	Post carré : 1080×1080Post portrait : 1080×1350Post paysage : 1080×566Réal/Vidéo : 1080×1920Story : 1080×1920Profil : 320×320	1:14:51.91:19:169:161:1

- La durée minimale de diffusion des publications sur les réseaux sociaux (LinkedIn et/ou Facebook) est fixée à 8 jours.
- Le prestataire devra également assurer l'adaptation des capsules pour leur diffusion audiovisuelle sur la télévision marocaine, sur instruction du maître d'ouvrage.

- **Livrables attendus**

- Capsules adaptées dans des formats exploitables pour chaque plateforme.
- Fichiers sources des différentes capsules adaptées.



Prix N° 3 : Prestation technique des événements : La production photographique, films institutionnel et événementiel et interviews.

L'agence doit assurer à la CCISTTA les prestations suivantes :

3.1 Film institutionnels

Le prestataire devra Réaliser **2 à 4 films institutionnels**.

- **Thématiques (indicatives)**

- Industrie
- Commerce
- Services
- Climat des affaires

- **Durée et format des films**

- Durée : **4 à 7 minutes**
- Format : **4K haute résolution**
- Formats déclinables selon les besoins de diffusion

- **Style et tonalité**

Les films institutionnels et spots devront adopter un style :

- **Professionnel, moderne et engageant**
- Dynamique, avec un fort impact visuel

Ils intégreront notamment :

- Des prises de vue aériennes (drone)
- Des séquences en mouvement
- Des interviews du personnel clé
- Des témoignages de bénéficiaires
- Des animations graphiques et éléments visuels explicatifs

Le storytelling devra :

- Capturer l'attention dès les premières secondes
- Être émotionnel, fédérateur et impactant
- Susciter l'intérêt des différentes cibles

- **Techniques de production et de prise de vue**

Le prestataire devra mobiliser des techniques de pointe :

- Captation vidéo et audio professionnelle
- Réalisation innovante et créative
- Utilisation de drones 4K pour les prises aériennes

- Intégration :
 - D'incrustations texte
 - D'animations 2D / 3D
 - D'effets visuels modernes

L'objectif est d'obtenir un rendu :

- Dynamique
- Fluide
- Visuellement percutant

- **Supports de diffusion**

Les livrables seront exploités sur :

- Site web officiel
- Réseaux sociaux
- Chaîne YouTube
- Chaînes TV
- Dossiers de presse
- Événements nationaux et internationaux
- Salons professionnels
- Présentations commerciales

- **Montage, découpage et langues**

Le prestataire devra assurer :

- Un montage dynamique, rythmé et différenciant
- Une direction artistique forte
- Des images esthétiques et marquantes

- **Identité sonore**

- Musique adaptée au message
- Signature sonore :
 - Accrocheuse
 - Mémorable
 - Libre de droits

- **Langues**

Les films devront être réalisés en :

- Arabe
- Amazigh
- Français
- Anglais
- Espagnol



- **Moyens techniques**

Le prestataire devra fournir :

- Caméras vidéo et photo **4K**
- Drones 4K
- Équipements audio professionnels
- Systèmes d'éclairage
- Matériel complet de production audiovisuelle

- **Lieux de tournage**

Les tournages peuvent se dérouler dans La région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

- **Éléments soumis à validation**

Avant production finale, le prestataire devra faire valider :

- Concept créatif
- Storyboard / script / synopsis
- Lieux de tournage
- Textes (AR, FR, ES, AMAZIGH, EN)
- Voix off (plusieurs propositions)
- Animations et effets
- Musiques (libres de droit)
- Version montage
- Version finale corrigée

3.2 Production photographique (photos)

Le prestataire devra assurer la Couverture événementielle.

- **Types d'événements :**

- Réunions
- Assemblées générales
- Congrès
- Séminaires
- Salons
- Forums
- Conférences
- Conventions
- Délégations

- **Retouche :**

- Cadrage
- Luminosité
- Qualité visuelle

- **Livrables :**

- **Environ de 500 photo**



3-3 Interviews/audiovisuelle

La réalisation d'interviews avec les responsables de la CCIS TTA au moins 02 journalistes devront être présents pour couvrir les différentes activités pour chaque événement. A cet effet, au moins 02 interviews de 2 à 4 min chacun devront être publiés dont au moins une (1) chaîne TV nationale et trois (3) supports médias « print » à large diffusion, le livrable audiovisuel devra être présentée à la CCIS TTA et validé avant toute publication et ce dans une clé USB.

Prix N° 4 : Community Management

La prestation de Community Management s'articule autour d'une approche stratégique et créative visant à renforcer la présence digitale et à favoriser l'interaction avec la communauté en ligne,

4.1 Création / Rédaction de contenu digital (Visuel & Média)

L'agence doit produire mensuellement, selon les besoins de la CCIS TTA des formats Rich media destinés à enrichir la présence de la CCIS TTA sur les réseaux sociaux : Micro vidéos (< 60s), Gifs animés, Carrousels, Infographies... Ainsi que les déclinaisons digitales (post, story, couverture), GIF animé, Bannières web selon le besoin.

Rédaction de captions pour accompagner chaque publication (Arabe, Arabe-Darija, Français, Anglais, et/ou Amazigh).

4.2 Planning Editorial

Elaborer un calendrier éditorial mensuel comportant les intentions créatives et éditoriales, à envoyer 5 jours avant le mois cible pour validation préalable de la CCIS TTA.

Le planning de publications devra prendre en compte des événements spéciaux, des tendances actuelles et des moments clés de la CCIS TTA. Cela garantit une diffusion régulière et pertinente du contenu sur l'ensemble des plateformes digitales.

4.3 Animation social media et couverture digitale des : événements, activités de la CCIS TTA

Couverture en temps réel des événements, des activités de la CCIS TTA sur les réseaux sociaux :

- Publication des stories en temps réel, broadcast Live, Reels (Teaser, Making-of, Best-of, interviews...),
- Le prestataire procédera à mettre à jour les réseaux sociaux de la CCISTTA notamment à travers :
 - La mise à jour des profils des comptes sur, Youtube , Facebook et LinkedIn (Selon le besoin du M.O tout au long de cette prestation).
 - Le changement des photos de couverture des comptes de La CCISTTA sur, Facebook, LinkedIn et leur adaptation à l'actualité régulièrement (selon le besoin du M.O tout au long de cette prestation) Les propositions de visuels doivent comporter des visages marocains et méditerranéens et doivent faire preuve de créativité tout en respectant l'image institutionnelle de l'établissement.

Toutes les publications doivent être adaptées à chacun des réseaux sociaux mentionnés.

Le prestataire doit assurer une veille régulière et fournir à la CCISTTA des rapports conséquents mensuellement

4.4 Modération réseaux sociaux

Le prestataire retenu devra assurer la modération des commentaires sur l'ensemble des comptes réseaux sociaux de la CCIS TTA :

- 1. Charte de Modération** : Collaborer étroitement avec la CCISTTA pour élaborer une charte de modération sur-mesure, définissant les principes directeurs de la modération en ligne.
- 2. Outils de Modération Avancés** : Mettre en place des outils de modération avancés intégrant des filtres automatisés et des mécanismes de signalement pour une surveillance en temps réel.

3. Modération Proactive : Assurer une modération proactive en identifiant et traitant rapidement les commentaires inappropriés ou préjudiciables.

4. Réactivité aux Signalements : Garantir une gestion réactive des signalements, avec une intervention rapide pour traiter les contenus signalés par les utilisateurs.

5. Rapports Périodiques : Fournir des rapports périodiques détaillés sur les tendances, les statistiques de modération, et proposer des recommandations pour améliorer continuellement la qualité des interactions en ligne. A fréquence mensuelle ou à la demande de la CCISTTA.

L'agence doit assurer la modération active des réseaux sociaux de la CCIS TTA 7jrs/7 (Facebook, , LinkedIn, , YouTube...).

Détection et suivi de l'activité des pages non officiels. Le prestataire prendra en charge les actions nécessaires pour leur suppression.

N.B.: Le prestataire devra élaborer un rapport initial de performances des réseaux sociaux de la CCIS TTA et proposer des actions d'amélioration à mettre en place en fonction des résultats du rapport.

L'agence devra produire un rapport mensuel détaillant l'activité de la CCIS TTA sur les réseaux sociaux, accompagnée d'une analyse des indicateurs de performances et des Quick-wins. (Un ou plusieurs modèles de rapport doivent être joints à la réponse du prestataire).

Le rapport devra intégrer les recommandations de l'agence ainsi qu'une revue mensuelle des dernières actualités digitale.

B. LIVRABLE :

Tableau récapitulatif des livrables selon :

N° Prix	Prestation	Livrables	Format / Langues	Fréquence	Observations
1	Création et conception des outils de promotion et de communication	Revue "Message économique"	FR / AR/AG	Trimestrielle	Version papier + digitale : Word / PDF / PPT
		Rapport mensuel	FR / AR/AG	Mensuelle	Version papier + digitale : Word / PDF / PPT
		Rapport annuel	FR / AR/AG	Annuelle	Version papier + digitale : Word / PDF / PPT
2	Campagnes publicitaires	Capsules vidéo complètes	Multilingue (5 langues)	Selon la demande du MO	2–3 min chacune
		Capsules adaptées réseaux sociaux	Multi formats		Formats : vertical, carré...
3	Production audiovisuelle	Films institutionnels	Multilingue	Selon la demande du MO	4–7 min, qualité 4K
		Photos événements	HD	Par événement	Retouchées
		Photos activités	HD	Par activité	Retouchées

		Interviews audiovisuelles	Vidéo	Par événement	TV + médias
4	Community Management	Contenus digitaux (posts, vidéos, GIF...)	Multilingue	Mensuelle	Réseaux sociaux
		Planning éditorial	-	Mensuelle	Validé en amont
		Couverture live événements	-	Par événement	Temps réel
		Modération réseaux sociaux	-	7j/7	Gestion commentaires

ARTICLE 30 : DELAI DE VALIDATION DES LIVRABLES

Tous les livrables remis par le prestataire, qu'ils soient sous format papier ou digital, doivent être accompagnés d'un bordereau de transmission ou d'un accusé de réception formel, précisant la date de remise. À l'issue de chaque prestation, le Comité de Suivi pourra :

- Accepter la prestation ou le livrable sans réserve ;
- Demander des corrections ou améliorations, afin que la prestation soit conforme aux exigences du marché ;
- Refuser motivement la prestation pour insuffisance grave, en précisant les raisons du refus. Dans ce cas, le prestataire devra soumettre à nouveau la prestation corrigée.

Lorsqu'une prestation est remise en version provisoire, le maître d'ouvrage disposera d'un délai de 5 jours ouvrables pour notifier au prestataire ses remarques et observations.

Le prestataire s'engage à fournir la prestation corrigée dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception de ces remarques.

La validation finale d'un livrable sera matérialisée par un document écrit signé par la CCIS TTA ou par tout moyen électronique formellement accepté par les parties.

Pour les livrables composés de plusieurs éléments (rapports mensuels, capsules vidéo, contenus digitaux...), chaque élément pourra être validé séparément selon le même processus.

Le non-respect des délais ci-dessus entraîne l'application des pénalités de retard, conformément à l'Article 9 du marché.

ARTICLE 31 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Obligations du Prestataire

Le prestataire s'engage à :

- Produire, livrer et mettre à disposition tous les livrables définis dans le cahier des charges, conformes aux spécifications techniques et aux délais impartis.
- Garantir la qualité, l'exactitude et la conformité des contenus (textes, images, vidéos, rapports, etc.) aux exigences de la CCIS TTA et aux normes légales en vigueur.
- Assurer la confidentialité des informations, données et documents fournis par la CCIS TTA ou générés dans le cadre de la mission.
- Ne pas divulguer ni utiliser ces informations à des fins personnelles ou pour un tiers.

CPS- Appel d'offres ouvert national n°03/CCISTTA/2026- La Prestation de services relative à la communication institutionnelle, la publicité, la conception de supports multimédias, la production photographique et de films documentaires pour le compte de la CCISTTA

- Remettre les livrables dans les délais convenus et signaler immédiatement tout retard ou difficulté pouvant affecter le planning.
- Assurer un suivi régulier, répondre aux demandes de la CCIS TTA et participer aux réunions de coordination.
- Apporter les corrections nécessaires suite aux observations formulées dans le délai de validation défini à l'Article 30.
- Pour la partie Community Management : modérer les réseaux sociaux 7j/7, traiter les signalements et assurer la surveillance des pages non officielles.
- Tous les déplacements nécessaires à la réalisation des prestations sont à la charge du prestataire.
- Le prestataire doit fournir tout le matériel nécessaire pour la production audiovisuelle, notamment :
 - Caméras 4K (photo et vidéo)
 - Drones avec caméras 4K pour prises de vue aériennes
 - Systèmes d'éclairage et matériel de sonorisation

Tout autre équipement indispensable à la réalisation des prestations prévues par le marché

Le prestataire devra également assurer :

- Organisation et participation aux réunions de cadrage
- Repérage des lieux de tournage
- Rédaction de synopsis et de scripts
- Fournir des propositions de voix off adaptées aux publics cibles :
 - Arabophone
 - Amazighophone
 - Francophone
 - Anglophone

2. Obligations de la CCIS TTA

La CCIS TTA s'engage à :

- Fournir au prestataire toutes les informations, documents et accès nécessaires à la réalisation des prestations.
- Procéder à la validation ou à la transmission d'observations sur les livrables dans les délais prévus à l'Article 30.
- Désigner un interlocuteur unique pour assurer la communication avec le prestataire.
- Organiser les réunions de suivi et fournir un retour clair et précis sur les livrables.



Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°03 /CCIS TTA/2026

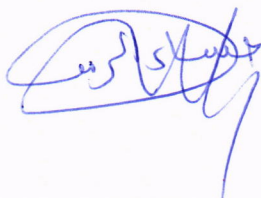
Appel d'offres ouvert en séance publique sur offres de prix passé en application du paragraphe 1 (alinéa 1) et paragraphe 3 (1) de l'article 19 et du paragraphe 1 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

**Objet : «La Prestation de services relative à la communication institutionnelle, la publicité, la conception de supports multimédias, la production photographique et de films documentaires pour le compte de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCIS-TTA)»
-En lot unique-»**

Etablie par :



Vérifié par :



Maitre d'ouvrage :

Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima

Abdelatif AFAILAL
Maitre d'Ouvrage
Chambre de Commerce, d'Industrie
et de Services de la Région
Tanger - Tetouan - Al Hoceima
S.C
www.ccistta.gov.ma

**Cachet et signature du concurrent
avec la mention « Lu et accepte »**